

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 02287

Numéro SIREN : 509 679 189

Nom ou dénomination : FIVE ARROWS MANAGERS

Ce dépôt a été enregistré le 14/12/2022 sous le numéro de dépôt 162513

# Five Arrows Global Technology SLP

23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris

RCS de Paris : 908 730 542

Fonds professionnel spécialisé sous forme d'une société en commandite simple dénommée société de libre partenariat

Articles L. 214-162-1 et suivants du Code Monétaire et Financier

## EXTRAIT DES STATUTS

*CE DOCUMENT EST UNE TRADUCTION DE L'EXTRAIT DES STATUTS DU FONDS EN ANGLAIS. EN CAS DE CONFLIT ENTRE CE DOCUMENT ET LA VERSION ANGLAISE DE L'EXTRAIT DES STATUTS, LA VERSION ANGLAISE PREVAUDRA.*

Avertissement : Five Arrows Global Technology SLP est ouvert uniquement à la souscription d'investisseurs qui sont des Investisseurs Avertis.

*Le présent extrait des statuts de Five Arrows Global Technology SLP a été préparé conformément aux articles L. 214-162-6 et D. 214-206-1 du Code Monétaire et Financier en vue du dépôt en annexe du Registre du commerce et des sociétés. Les termes débutant par une majuscule ont le sens qui leur est donné dans les Statuts, sauf indication contraire.*

Le \_\_\_\_\_

DocuSigned by:  
 Mireille Klitting  
AB568BBAF77044B...

**Associé Commandité**

Five Arrows Managers GP S.A.S.

Par : Five Arrows Managers S.A.S.

Représentée par : Mireille Klitting

## 1. Définitions et interprétation

Dans les Statuts (y compris l'Avertissement, l'Introduction et les Annexes), à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants ont la signification qui leur est donnée ci-après :

### 1.1 Définitions

<b>Accord Extraordinaire des Investisseurs</b>	l'accord écrit (pouvant consister en un (1) ou plusieurs documents signés chacun par un (1) ou plusieurs Investisseurs) ou l'accord tacite des Investisseurs dont le total des Engagements est d'un montant égal ou supérieur aux deux tiers (2/3) des Engagements Totaux (à l'exclusion des Engagements des Investisseurs Défaillants)
<b>Accord Ordinaire des Investisseurs</b>	l'accord écrit (pouvant consister en un (1) ou plusieurs documents signés chacun par un (1) ou plusieurs Investisseurs) ou l'accord tacite des Investisseurs dont le total des Engagements est d'un montant égal ou supérieur à cinquante pour cent (50%) des Engagements Totaux (à l'exclusion des Engagements des Investisseurs Défaillants)
<b>Accord Ordinaire des Investisseurs FAGT</b>	l'accord écrit (pouvant consister en un (1) ou plusieurs documents signés chacun par un (1) ou plusieurs Investisseurs FAGT) ou l'accord tacite des Investisseurs FAGT dont le total des Engagements FAGT est d'un montant égal ou supérieur à cinquante pour cent (50%) des Engagements Totaux FAGT
<b>Actifs du Fonds</b>	comprend tous les Investissements détenus par le Fonds (y compris les investissements dans des fonds de marché monétaire et d'autres investissements négociables à court terme) évalués conformément à l'article 11, ainsi que les créances et les liquidités
[...]	
<b>Affilié(e)</b>	A le sens suivant : (i) toute Personne, qui, directement ou indirectement, Contrôle, est Contrôlée par, où est Contrôlée par la même entité qu'une autre Personne, et (ii) toute entité qui, en relation avec la Personne en question, est sa Filiale directe ou indirecte, sa Holding d'Investissement ou une Filiale de la Holding d'Investissement de cette Personne ou la Holding d'Investissement de la Filiale de cette Personne
[...]	
<b>AMF</b>	l'Autorité des Marchés Financiers
[...]	
<b>Associé</b>	tout associé du Fonds, qu'il soit l'Associé Commandité et/ou l'un des Investisseurs, selon le contexte
<b>Associé Commandité</b>	Five Arrows Managers GP, une société par actions simplifiée au capital social de 10,000 €, ayant son siège social au 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France, enregistrée sous le numéro 850 408 568 RCS Paris, ou ses successeurs le cas échéant, agissant

en qualité d'associé commandité du Fonds, et dont l'objet social est d'assumer la responsabilité d'associé commandité du Fonds, et à ce titre d'exercer tous les pouvoirs attachés à cette qualité dans le fonds, ainsi que le cas échéant toutes opérations de gestion, prestations de service, conseil et autres services

[...]

**Comité des Investisseurs**

le comité tel que décrit à l'article 20

[...]

**Date de Constitution**

la date à laquelle le Fonds a été immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

[...]

**Dernier Jour de Souscription**

le dernier jour de la Période de Souscription, étant précisé que lorsque la dernière date de souscription de la SCSp est étendue ou clôturée en avance, le Dernier Jour de Souscription du Fonds sera étendu ou clôturé conformément

[...]

**Dollar US ou \$**

la monnaie légale des Etats-Unis

**Engagement**

en ce qui concerne chaque Investisseur, le montant qu'il s'est engagé à verser au Fonds, tel que spécifié dans le Bulletin de Souscription ou le Bulletin de Transfert de cet Investisseur

**Engagement FAGT**

par rapport à un Investisseur, son Engagement, ou par rapport à un investisseur dans un Fonds Parallèle, son engagement dans le Fonds Parallèle.

**Engagement FAGT Agrégé**

L'Engagement Total et la somme de l'engagement total de tout Fonds Parallèle.

**Engagement Total**

le montant total des Engagements de tous les Investisseurs.

**Entité Concernée**

désigne toute entité parmi les suivantes : (i) le Fonds, (ii) tout Fonds Parallèle, (iii) toute Entité Intermédiaire, (iv) la Société de Gestion, (v) l'Associé Commandité, (vi) toute entité dans laquelle l'une des entités décrites aux points (i) à (v) détient un intérêt direct ou indirect, (vii) tout membre d'un « *expanded affiliated group* » (tel que défini dans la Section 1471(e)(2) du Code US) ou toute autre « entité affiliée » (au sens de tout accord intergouvernemental applicable) d'une des entités décrites aux points (i) à (vi)

[...]

**Exercice Comptable**

une période se terminant à une Date Comptable (y compris cette date) et commençant le lendemain de la Date Comptable précédente ou, dans le cas du premier Exercice Comptable, la Date de Constitution

[...]

**Fonds**

Five Arrows Global Technology SLP., un fonds professionnel spécialisé constitué sous forme de société de libre partenariat régi par les articles L. 214-162-1 et suivants du Code Monétaire et

	Financier
<b>Fonds du Portefeuille</b>	tout fonds de capital investissement, peu important de la juridiction où il est établi, constitué ou domicilié, dans lequel le Fonds effectuera ou détiendra un Investissement, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Entités Intermédiaires
<b>Fonds Parallèle</b>	(i) la SCSp, toute société en commandite spéciale luxembourgeoise supplémentaire, tout fonds professionnel de capital investissement français régi par les articles L. 214-159 et suivants du Code Monétaire et Financier, tout fonds professionnel spécialisé français régi par les articles L. 214-154 et suivants du Code Monétaire et Financier, toute société en commandite ou toute autre entité ou société qui investira ou désinvestira dans les Investissements dans des conditions commerciales substantiellement similaires (sous réserve de toute exigence particulière aux investisseurs du Fond Parallèle résultant de considérations juridiques, fiscales, réglementaires similaires) et (ii) le Fonds Staff qui peut être établi par la Société de Gestion et qui investira en parallèle avec la SLP.
<b>Fonds Staff</b>	Five Arrows Global Technology Staff SCSp, une société en commandite spéciale luxembourgeoise, constituant un Fonds Parallèle
[...]	
<b>Gérant</b>	la société désignée par le l'Associé Commandité pour agir en qualité de gérant du Fonds conformément à l'article 16.3. A titre d'information, à la date des Statuts, le Gérant est Five Arrows Managers, société par actions simplifiée, au capital de 6,000,000€, dont le siège social est situé au 23 bis, avenue de Messine – 75008 Paris, France et immatriculée sous le numéro 509 679 189 RCS Paris
[...]	
<b>Investisseurs A</b>	toute Personne admise au sein du Fonds en qualité d'associé commanditaire en souscrivant ou en acquérant des Parts A
<b>Investisseur Averti</b>	a le sens donné à la section « Avertissement » en p.2 des Statuts
<b>Investisseur Existant</b>	tout porteur de parts qui a déjà effectué son Versement Initial lorsque des Investisseurs Ultérieurs payent leur Versement Initial ou augmentent le montant de leur Engagement
<b>Investisseurs FAGT</b>	toute personne qui est devenue ou deviendra (selon le contexte) un porteur de parts ou un associé de FAGT en souscrivant ou en acquérant des Parts A ou des actions ou participations équivalentes dans tout autre Fonds Parallèle formant FAGT
[...]	
<b>Jour Ouvré</b>	une journée (qui n'est pas un samedi, ou un dimanche) pendant laquelle les banques sont généralement ouvertes aux affaires non

	automatisées à Paris ou au Luxembourg
[...]	
<b>Lettre de Notification</b>	a le sens qui lui donné à l'article 7.2
[...]	
<b>Parts A</b>	les parts A du Fonds
<b>Part de Commandité</b>	la part souscrite par l'Associé Commandité, en tant qu'associé commandité du Fonds, qui octroie à l'Associé Commandité (i) des droits financiers similaires à ceux conférés par une (1) Part A, proportionnellement au nombre de Parts A émises (y compris la Part de Commandité), et (ii) une responsabilité indéfinie et solidaire pour les dettes sociales du Fonds ; conformément à l'article 3
[...]	
<b>Personne</b>	toute personne physique, personne morale, ou partnership ou toute organisation, association, trust ou autre entité
[...]	
<b>Premier Jour de Souscription</b>	la date que la Société de Gestion désigne, à son entière discrétion, comme Premier Jour de Souscription pour admettre les Investisseurs dans le Fonds
[...]	
<b>Règles d'Echange d'Informations</b>	(i) les Sections 1471 à 1474 du Code US et tout accord conclu en vertu de la section 1471(b)(1) du Code US ainsi que toute législation, règle ou pratique fiscale ou réglementaire adoptée en vertu de tout accord intergouvernemental, traité ou convention entre autorités fiscales et mettant en œuvre ces sections du Code US (« <b>FATCA</b> »), (ii) la Norme d'Echange Automatique de Renseignements relatifs aux Comptes Financiers en Matière Fiscale de l'OCDE – Norme Commune de Déclaration (« <b>CRS</b> »), (iii) les Directives du Conseil 2014/107/UE du 9 décembre 2014 et 2018/822/EU du 25 mai 2018, modifiant la Directive 2011/16/UE du 15 février 2011, en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal, le cas échéant en rapport avec les dispositifs transfrontières (« <b>DAC</b> »), (iv) la Directive du Conseil 2017/952/EU du 29 mai 2017 modifiant la Directive 2016/1164/EU du 12 juillet en ce qui concerne les dispositifs hybrides faisant intervenir des pays tiers (« <b>ATAD</b> ») et (v) toute législation, réglementation, accord ou traité connexe, similaire, comparable ou de remplacement, présent ou futur, en ce compris dans chaque cas toute interprétation officielle de ces textes, toute directive d'application et toute doctrine administrative publiée en relation avec ces derniers
[...]	
<b>SCSp</b>	Five Arrows Global Technology SCSp, une société en commandite spéciale, constituant un Fonds Parallèle.
[...]	
<b>Société de Gestion</b>	Le Gérant ou toute société choisie et nommée par l'Associé

Commandité pour agir en tant que société de gestion de portefeuille du Fonds conformément à l'article 17 ; étant précisé que cette société doit être une Affiliée du Gérant. À titre d'information, à la date des Statuts, la Société de Gestion est Five Arrows Managers, une société par actions simplifiée, au capital de 6,000,000€, dont le siège social est situé au 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France, immatriculée sous le numéro 509 679 189 RCS Paris, et agréée par l'AMF sous le numéro GP-09000002 pour agir en qualité de société de gestion de portefeuille

[...]

**Société Mère**

une personne morale est la société mère d'une Personne si, directement ou indirectement, cette personne morale :

- (a) détient la majorité des droits de vote de cette Personne, ou
- (b) est actionnaire ou associé de cette Personne et a le droit de nommer le président, la majorité des membres de son conseil d'administration, de son directoire ou de son conseil de surveillance ou de toute position équivalente au sein de la Personne, selon le cas, ou
- (c) est un actionnaire ou un associé de cette entité et contrôle, seul ou en vertu d'un accord avec d'autres actionnaires ou associés, la majorité des droits de vote dans cette entité et a le droit de nommer le président, la majorité des membres de son conseil d'administration, de son directoire ou de son conseil de surveillance ou de toute position équivalente au sein de la Personne, selon le cas

[...]

**Statuts**

ces statuts du Fonds, tels que modifiés (et incluant ses annexes)

[...]

## 2. Constitution du Fonds

### 2.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale du Fonds est « Five Arrows Global Technology SLP. ».

Dans tous les actes et documents émis par le Fonds et à l'intention de tierces parties, la dénomination sociale du Fonds devra toujours immédiatement être suivie de la mention « société de libre partenariat » ou « SLP. ».

### 2.3 Direction

A titre d'information, les organes sociaux et/ou les prestataires du Fonds à la date des Statuts sont les suivants :

Société de Gestion :	Five Arrows Managers S.A.S. 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France  Numéro d'agrément AMF : GP-09000002
----------------------	--

Associé Commandité :	Five Arrows Managers GP S.A.S. 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris France
----------------------	---

Gérant :	Five Arrows Managers S.A.S. 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris France
----------	--

[...]

### 2.4 Objet social

Le Fonds est un fonds d'investissement alternatif au sens de l'article L. 214-24 du Code Monétaire et Financier dont l'objet social est de lever des fonds auprès d'un certain nombre d'investisseurs et de l'investir en accord avec les termes des Statuts au bénéfice de ces investisseurs, et plus généralement, sous réserve des termes et conditions prévus par les Statuts, de réaliser toutes transactions relatives directement ou indirectement à l'objet social du Fonds, ou qui pourrait sembler utile ou propice à faciliter la réalisation de cet objet, et en particulier de conclure, délivrer ou réaliser tous contrats et engagements, pour exercer tous droits attachés à ses actifs, d'engager des dettes sous forme de prêts, de consentir ou recevoir toutes garanties, indemnités, déclarations, droits personnels ou de propriétés ou d'engager toute action légale.

[...]



#### 4. Durée

Le Fonds a une durée de dix (10) ans à compter du Dernier Jour de Souscription, à l'exception du cas d'une dissolution anticipée telle que prévue à l'article 26 (la « **Durée** »). La Durée pourrait être prorogée, par la Société de Gestion, pour deux (2) périodes additionnelles d'une (1) année chacune, et par la suite pour deux (2) périodes additionnelles supplémentaires d'une (1) année chacune sous réserve de l'Accord Ordinaire des Investisseurs. À l'expiration de la Durée ainsi que de toute prorogation, le Fonds sera dissout et liquidé, conformément aux articles 26 et 27.

[...]

#### 7. Cession de Parts

Toute Cession de Parts du Fonds peut être autorisée par la Société de Gestion, à condition que les conditions cumulatives suivantes soient remplies :

- (a) Si le cessionnaire est un Investisseur Averti ;
- (b) Si la Cession n'entraîne pas une violation d'une disposition des Statuts, des lois ou de toute autre réglementation applicables, y compris des lois françaises sur les valeurs mobilières et des lois fédérales ou nationales des Etats-Unis d'Amérique sur les valeurs mobilières relatives à l'information obligatoire en matière d'offre publique de titres ;
- (c) Si la Cession n'a pas pour effet d'obliger le Fonds, l'Associé Commandité ou la Société de Gestion à s'enregistrer en tant qu' « *Investment Company* » au titre du *United States Investment Company Act of 1940*, tel que modifié ;
- (d) Si la Cession n'a pas pour effet de faire entrer les Actifs du Fonds sous la qualification de « *plan assets* » (au sens de la *Plan Asset Regulation*) ou ne constitue pas une « *non-exempt prohibited transaction* » au titre de la Section 406 de ERISA, de la Section 4975 de l'*Internal Revenue Code* américain ou de toute autre réglementation similaire applicable ;
- (e) Sauf renonciation par la Société de Gestion à sa seule discrétion, si la Cession n'a pas pour effet de qualifier le Fonds d'association imposable comme une « *corporation* » au titre de l'Impôt fédéral des Etats-Unis sur le revenu ou pour effet de faire qualifier le Fonds de « *publicly traded partnership* » au titre de ce même Impôt fédéral ;
- (f) Si la Cession n'entraîne pas pour le Fonds, l'Associé Commandité et/ou la Société de Gestion la création de problèmes de nature réglementaire et/ou Fiscale ;
- (g) Si la Cession n'a pas pour effet qu'une personne physique agissant directement, par personne interposée ou par l'intermédiaire d'une fiducie, possède plus de dix pour cent (10%) des parts du Fonds au sens de l'article 150-0 A du Code Général des Impôts ; et
- (h) Si la Société de Gestion ne considère pas que cette Cession pourrait dégrader la situation Fiscale du Fonds ou de la Société de Gestion, notamment, sans limitation, toute Cession qui (i) résulterait pour l'Entité Concernée de cesser de se conformer avec FATCA (ou toute législation relative ou similaire) ou toute disposition relative à l'Information Fiscale, or (iii) entraîne le Fonds ou toute Entité Concernée à cesser de se conformer avec toutes exigences nécessaires pour prévenir ou réduire la retenue Fiscale concernant tous paiements reçus par ou effectués par le Fonds ou toute Entité Concernée.

##### 7.3 Autorisation préalable

Toute Cession de Parts A du Fonds à toute Personne devra être soumise à l'autorisation écrite préalable de la Société de Gestion.

La Société de Gestion dispose de trente (30) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Lettre de Notification pour rendre sa décision d'approbation ou de refus, et pour la notifier au cédant. La Société de Gestion a toute discrétion dans sa décision, sans restriction d'aucune sorte, et n'est pas tenue d'en faire connaître les motifs, étant précisé que toute décision d'approbation par la Société de Gestion est soumise à la réalisation des conditions mentionnées à l'Article 7.1 pour la Cession concernée.

La Cession des Parts du Fonds ne sera valide qu'à compter du moment où le cessionnaire a (i) signé les documents que la Société de Gestion peut exiger pour constater les obligations du cessionnaire au sens des présents Statuts, (ii) signé tous les autres instruments requis par la Société de Gestion pour prouver l'accord du cessionnaire d'être lié par l'ensemble des dispositions des présents Statuts, (iii) signé tous les autres documents raisonnablement requis par la Société de Gestion pour admettre le cessionnaire en tant qu'Investisseur et (iv) fourni toutes les informations et documents que la Société de Gestion peut exiger pour se conformer à la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ou les exigences relatives à la connaissance client.

#### *7.6 Cession de la Part de Commandité*

L'Associé Commandité peut uniquement (i) céder à tout Affilié de la Société de Gestion la Part de Commandité et/ou tout ou partie de ses droits et obligations en tant qu'associé commandité du Fonds, étant précisé que suite à une telle Cession, l'Affilié de la Société de Gestion deviendra l'Associé Commandité à la place du cédant), ou (ii) volontairement se retirer de ses fonctions d'associé commandité du Fonds pour être remplacé par un autre gérant, sous réserve de l'Accord Extraordinaire des Investisseurs.

Si la Société de Gestion ou un de ses Affiliés n'est plus la société de gestion de portefeuille et le gérant du Fonds, l'Associé Commandité devra céder la Part de Commandité ainsi que les droits et obligations afférant à la qualité d'associé commandité à la Nouvelle Société de Gestion.

Toute Cession de la Part de Commandité doit être formalisée par un bulletin d'adhésion dûment signé par le cédant et le cessionnaire, et notifié au Fonds conformément aux dispositions de l'Article 31.1.

[...]

### **13. Vote des Investisseurs**

Dès lors que l'accord des Investisseurs est requis, la Société de Gestion adresse à chaque Investisseur un formulaire de vote. Les Investisseurs doivent envoyer leurs votes à la Société de Gestion conformément aux conditions indiquées par la Société de Gestion.

L'absence de réponse dans les conditions indiquées par la Société de Gestion sera considérée comme un vote de l'Investisseur en faveur de la proposition faite par la Société de Gestion.

### **14. Modification des Statuts**

14.1 Toute modification des Statuts est décidée à l'initiative de la Société de Gestion et de l'Associé Commandité, qui en informent préalablement le Dépositaire.

Sauf stipulation contraire des présents Statuts, toute modification des Statuts requiert l'accord de la Société de Gestion et l'Accord Ordinaire des Investisseurs.

14.2 Nonobstant les dispositions de l'article 14.1 :

- (a) toute modification des Statuts qui oblige un Investisseur à effectuer des paiements supplémentaires au Fonds au-delà de son Engagement (à l'exclusion de tout rappel de Paiement Temporaire ou dans le contexte de l'application de l'article 29) requiert l'accord de la Société de Gestion et l'accord unanime des Associés Investisseurs touchés par cette modification ;
- (b) toute modification de l'Article 14.2(a) ci-dessus requiert l'accord de la Société de Gestion ainsi que l'accord unanime des Investisseurs ;
- (c) les Statuts peuvent être modifiés par la Société de Gestion sans l'accord des Investisseurs, lorsque la modification a pour objet :
  - (i) de changer la dénomination du Fonds ;
  - (ii) de changer ou prendre acte du changement du Dépositaire, du Centralisateur ou du Commissaire aux Comptes ou du changement de dénomination sociale de la Société de Gestion ;
  - (iii) de prendre acte de tout changement dans la rémunération du Dépositaire ou du Commissaire aux Comptes ;
  - (iv) d'adapter les règles relatives à la déontologie/aux bonnes pratiques en cas de modification du Règlement de déontologie des sociétés de gestion de portefeuille intervenant dans le capital investissement (France Invest) ;
  - (v) de remédier à toute ambiguïté, corriger ou compléter une de ses dispositions qui serait incomplète, ou incohérente avec toute autre de ses dispositions, ou corriger toute erreur y compris, et sans que cette liste ne soit limitative, d'impression, de sténographie ou de secrétariat, à condition qu'une telle modification n'affecte pas de façon défavorable et significative les droits et obligations des Investisseurs ;
  - (vi) d'adapter la méthodologie d'évaluation des Investissements détenus par le Fonds mentionnée à l'Article 11 dans la mesure où cette modification fait suite à la modification ou mise à jour des retenue par la Société de Gestion suite aux modifications des recommandations de l'IPEV ;
  - (vii) de permettre la formation et l'exploitation de tout Fonds Parallèle, si nécessaire ou approprié, sous réserve que ces modifications n'aient pas d'effet défavorable et significatif sur les droits et obligations des Investisseurs Existants ;
  - (viii) d'intégrer des modifications négociées avec les Investisseurs sous réserve que (i) les modifications n'affectent pas de façon défavorable et significative les droits et obligations des Investisseurs qui ont souscrit des parts du Fonds (apprécié de bonne foi par la Société de Gestion) et (ii) que les Investisseurs FAGT détenant ensemble vingt pour cent (20%) ou plus de l'Engagement Total et de l'engagement de chaque Fonds Parallèle ne s'opposent pas à cette modification dans une période de dix (10) Jours Ouvrés suivant la notification de la modification ;
  - (ix) modifier l'Annexe 2.

14.3 Chaque Investosseur autorise et donne pouvoir à la Société de Gestion en tant que son agent et mandataire légal pour, en son nom et pour son compte (mais uniquement en sa qualité d'Investisseur), signer, reconnaître, prêter serment (et délivrer le cas échéant) et déposer et enregistrer auprès des officiers publics appropriés et publier (comme cela peut être requis par la loi) toute modification des présents Statuts effectuée conformément aux dispositions desdits Statuts.

14.4 En cas de modification des Statuts, la Société de Gestion communiquera aux Associés, au Dépositaire, au Commissaire aux Comptes et à l'AMF la version à jour des Statuts en indiquant la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions des Statuts.

#### 14.5 Assemblée des Associés

La Société de Gestion peut convoquer des assemblées des Associés du Fonds.

Conformément à l'article L. 214-162-8, I, 3° du Code Monétaire et Financier, toutes décisions concernant les sujets suivants :

- (a) la modification de l'objet social tel que décrit à l'Article 2.5 ;
- (b) la fusion, l'absorption ou la scission du Fonds ;
- (c) la transformation du Fonds en une autre forme légale; et
- (d) la liquidation du Fonds

doivent être adoptées par un Accord Extraordinaire des Investisseurs, au cours d'une assemblée des Investisseurs ou d'une consultation écrite conformément à l'Article 14.1, à condition que cette décision ait également été approuvée par la Société de Gestion.

#### 14.6 Vote pour modifier les Statuts et les documents constitutifs du/des Fonds Parallèle(s)

Nonobstant les dispositions de l'Article 14.1, mais sous réserve des dispositions des articles 14.2(a), 14.2(b) et 14.5 et de l'article L. 214-162-8 du Code Monétaire et Financier, lorsque la Société de Gestion estime de bonne foi qu'une modification des Statuts ou des documents constitutifs d'un Fonds Parallèle exige que des modifications équivalentes soient apportées aux Statuts et aux documents constitutifs de chaque Fonds Parallèle afin de donner effet à cette modification, la modification des Statuts et des documents constitutifs de chaque Fonds Parallèle nécessitera un Accord Ordinaire des Investisseurs FAGT. Sous réserve des conditions de majorité énoncées dans la définition de l'"Accord Ordinaire des Investisseurs FAGT", les règles de vote relatives à l'Accord Ordinaire des Investisseurs FAGT seront similaires à celles du vote des Associés Commanditaires prévues à l'article 14.

Les Investisseurs donnent irrévocablement procuration à l'Associé Commandité, conformément aux dispositions de l'Article 31.2, afin que celui-ci vote, en leur nom et pour leur compte (conformément aux dispositions de l'article 13), dans le même sens que l'Accord Ordinaire des Investisseurs FAGT.

[...]

## 16. La Société de Gestion

### 16.1 Fonctions et pouvoirs de la Société de Gestion

La gestion du Fonds est assurée par la Société de Gestion, agissant en qualité de gérant du Fonds, conformément à l'orientation définie par le Fonds et à la Politique d'Investissement.

Le Fonds sera valablement engagé vis-à-vis des tiers par tout acte du Gérant, de la Société de Gestion agissant en qualité de Gérant, ou de toute autre Personne ayant reçu délégation d'un tel pouvoir par le Gérant ou la Société de Gestion.

A cet égard, la Société de Gestion dispose des pouvoirs les plus étendus. Notamment, la Société de Gestion a le pouvoir :

- (iii) d'exercer les droits, y compris les droits de vote, attachés aux titres ou autres droits détenus par le Fonds dans les Sociétés du Portefeuille ;

[...]

- (v) de conclure avec des tiers des conventions relatives à la gestion des participations détenues par le Fonds, y compris des engagements contractuels autres que de livraison, ainsi que des conventions octroyant à des tiers tout droit portant sur l'Actif du Fonds, y compris des sûretés réelles, des sûretés personnelles et une fiducie

[...]

- (xiii) d'accomplir toutes les formalités prévues par la loi, notamment en vue de la publication d'un avis de constitution du Fonds dans un journal d'annonces légales, ainsi que toutes les publications et formalités ultérieures relatives au Fonds.

#### **17. L'Associé Commandité**

L'Associé Commandité agit en tant qu'associé commandité du Fonds et dispose du pouvoir et de l'autorité pour agir au nom du Fonds aux fins de :

- (a) nommer le Gérant et la Société de Gestion du Fonds ;
- (b) signer tout acte ou document ou mener toute action afin que la Société de Gestion puisse gérer correctement le Fonds conformément aux Statuts, en particulier concernant les Cessions de Parts conformément à l'Article 7 ;
- (c) donner son accord aux modifications des Statuts visées à l'Article 14.

#### **19. Commissaire aux Comptes**

Le Gérant nommera un Commissaire aux Comptes pour six (6) Exercices Comptables. Son mandat pourra être renouvelé.

[...]

# Five Arrows Global Technology SLP

23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris

Paris RCS : 908 730 542

Professional specialised fund formed as a limited partnership

*(fonds professionnel spécialisé sous forme d'une société en commandite simple dénommée société de libre partenariat)*

Articles L. 214-162-1 *et seq.* of the French Monetary and Financial Code

## LIMITED PARTNERSHIP AGREEMENT EXTRACT

Warning : Five Arrows Global Technology SLP is reserved for Investors that are Qualified Investors

*This extract of the Limited Partnership Agreement of Five Arrows Global Technology SLP was prepared pursuant to articles L. 214-162-6 et D. 214-206-1 of the French Monetary and Financial Code for the filing in annex of the Trade and Companies Register. Capitalized terms have the meaning given to them in the Limited Partnership Agreement, unless otherwise specified.*

On \_\_\_\_\_

DocuSigned by:



Mireille Klitting

AB568BBAF77044B...

**General Partner**

Five Arrows Managers GP S.A.S.

By: Five Arrows Manager S.A.S.

Represented by: Mireille Klitting

## 1. Definitions and interpretation

In the Agreement (including the Warning and the Schedules), unless the context otherwise requires, the following words and expressions have the meanings shown:

### 1.1 Definitions

[...]

**Accounting Period** a period ending on and including an Accounting Date and beginning on the day following the immediately preceding Accounting Date or, for the first Accounting Period, on the Incorporation Date

[...]

**Affiliate** has the following meaning: (i) a Person which, directly or indirectly, Controls, is Controlled by, or is under common Control with another Person, and (ii) any body corporate or other entity which, in relation to the relevant Person, is its direct or indirect Subsidiary, Holding Company or a Subsidiary of that Person's Holding Company, or a Holding Company of that Person's Subsidiary

[...]

**Agreement** this limited partnership agreement pertaining to the SLP, as amended from time to time (including its schedules)

[...]

**AMF** French Financial Markets Authority (*Autorité des Marchés Financiers*)

[...]

**A Shares** the A shares of the SLP

**A Shareholders** any Person who is a partner of the SLP by subscribing for, or acquiring, A Shares

**Business Day** a day (not being a Saturday or a Sunday) on which banks are generally open in Paris and Luxembourg

[...]

**Commitment** in relation to an Investor, the amount committed by it to the SLP, as specified in such Investor's Subscription Agreement and/or Transfer Agreement

[...]

**Existing Investor** any shareholder that has already made its Initial Payment when Subsequent Investors make their Initial Payments or increase the amounts of their Commitments

[...]

**FAGT Aggregate Commitments** the aggregate of the Total Commitments and the total commitments of any Parallel Fund.

**FAGT Commitments** in relation to an Investor, its Commitment, or in relation to an investor in

	any Parallel Funds, its commitment to the Parallel Fund
<b>FAGT Investors</b>	any person who has or will become (as the context requires) a shareholder or partner of FAGT by subscribing for, or acquiring, A Shares or equivalent shares or interests in any other Parallel Fund forming FAGT
<b>FAGT Investors' Ordinary Consent</b>	the written consent (which may consist of one (1) or more documents each signed by one (1) or more FAGT Investors) or deemed consent of the FAGT Investors who hold FAGT Commitments which in aggregate equal or exceed fifty per cent (50%) of the FAGT Aggregate Commitments
[...]	
<b>Final Closing Date</b>	the last day of the Subscription Period, it being specified that when the final closing date of the SCSp is extended or terminated earlier, the Final Closing Date of the SLP will be extended or terminated accordingly
[...]	
<b>First Closing Date</b>	the date which the Management Company in its discretion nominates as the First Closing Date to admit the Investors into the SLP
[...]	
<b>General Partner</b>	Five Arrows Managers GP, a société par actions simplifiée, with capital of €10,000, the registered office of which is at 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France, registered on the Paris Commercial and Companies Register under number 850 408 568 or its successor, as the case may be, acting as the SLP's general partner ( <i>associé commandité</i> ), the corporate purpose ( <i>objet social</i> ) of which is to be the SLP's general partner and perform any responsibilities arising from such capacity as general partner, as well as any management operations, provision of services and advice
<b>GP Share</b>	the share subscribed for by the General Partner, as general partner ( <i>associé commandité</i> ) of the SLP, which gives the General Partner (i) financial rights similar to those given by one (1) A Share, in proportion to the number of issued A Shares (including the GP Share), and (ii) unlimited joint and several liability for the SLP's debts and obligations ( <i>dettes sociales</i> ), in accordance with Article 3
[...]	
<b>Holding Company</b>	an entity is the holding company of a Person if, directly or indirectly, it: <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) holds a majority of the voting rights of such Person; or</li> <li>(b) is a shareholder (<i>actionnaire ou associé</i>) of such Person and has the power to appoint the chairman, the majority of its board of directors (<i>conseil d'administration</i>) or the majority of its executive board (<i>directoire</i>) or the majority of its supervisory board (<i>conseil de surveillance</i>) or any other equivalent position in the person, as applicable; or</li> <li>(c) is a shareholder (<i>actionnaire ou associé</i>) of such Person</li> </ul>



and controls, alone or pursuant to an agreement with other shareholders, the majority of the voting rights of this Person or has the power to appoint the chairman, the majority of its board of directors (*conseil d'administration*) or the majority of the executive board (*directoire*) or the majority of its supervisory board (*conseil de surveillance*), or any other equivalent position in the person, as applicable

<b>Incorporation Date</b>	the date on which the SLP is registered with the Paris Trade and Companies Register
[...]	
<b>Investor</b>	any Person who is admitted into the SLP as limited partner ( <i>associé commanditaire</i> ) by subscribing for or acquiring from another Investor, A Shares in the SLP
<b>Investors' Committee</b>	the committee described in Article 20
<b>Investors' Extraordinary Consent</b>	the written consent (which may consist of one (1) or more documents each signed by one (1) or more Investor(s)) or deemed consent of Investors who hold Commitments which in aggregate equal or exceed two thirds (2/3) of the Total Commitments (excluding the Commitments of Defaulting Investors)
<b>Investors' Ordinary Consent</b>	the written consent (which may consist of one (1) or more documents each signed by one (1) or more Investor(s)) or deemed consent of Investors who hold Commitments which in aggregate equal or exceed fifty per cent (50%) of the Total Commitments (excluding the Commitments of Defaulting Investors)
[...]	
<b>Management Company</b>	the Manager or any other company selected and designated by the General Partner to act as portfolio management company ( <i>société de gestion de portefeuille</i> ) in accordance with Article 17, it being specified that such company must be an Affiliate of the Manager. For information purposes, as at the date of the Agreement, the Management Company is Five Arrows Managers, a <i>société par actions simplifiée</i> with capital of €6,000,000, registered on the Paris RCS under number 509 679 189, having its registered office at 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France, approved by the AMF as a portfolio management company under number GP-09000002
[...]	
<b>Manager</b>	the company appointed as manager ( <i>gérant</i> ) of the SLP by the General Partner in accordance with Article 16.3. For information purposes, as at the date of the Agreement, the Manager is Five Arrows Managers, a <i>société par actions simplifiée</i> with capital of €6,000,000, registered on the Paris RCS under number 509 679 189, having its registered office at 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris, France

[...]

**Notification Letter** has the meaning given in Article 7.2

[...]

**Parallel Fund** (i) SCSp, any additional Luxembourg special limited partnership (*sociétés en commandite spéciales*), French *fonds professionnels de capital investissement* governed by Article L.214-159 et seq. of the French Monetary and Financial Code, French *fonds professionnels spécialisés* governed by Articles L.214-154 et seq. of the French Monetary and Financial Code, limited partnerships or other entities or companies that will invest in, and divest of, Investments pursuant to substantially similar commercial terms and conditions (subject to any particular requirements of any Parallel Fund investors resulting from legal, Tax, regulatory or similar considerations) and (ii) the Staff Fund which may be established by the Management Company which will invest in parallel with the SLP.

**Partners** any shareholder (*associé*) of the SLP, being the General Partner and/or any of the Investors, as the context requires

[...]

**Person** any individual, legal person, partnership, organisation, association, trust or other entity

**Portfolio Fund** any private equity investment fund irrespective of its place of establishment or registration and irrespective of the place of establishment or registration of its manager, in which the SLP will make or holds an Investment, directly or indirectly through one or several Intermediate Entities

[...]

**Relevant Entity** means any of the following: (i) the SLP, (ii) any Parallel Fund, (iii) any Intermediate Entity, (iv) the Management Company, (v) the General Partner, (vi) any entity in which any of the entities described in items (i) to (v) holds a direct or indirect interest, (vii) any member of an “expanded affiliated group” (as defined in Section 1471(e)(2) of the US Code) or any “related entity” (as defined in any applicable intergovernmental agreement) of any entity described in items (i) to (vi)

**Qualified Investors** has the meaning given in the Warning set forth on p. 2 of the Agreement

[...]

**SCSp** Five Arrows Global Technology SCSp, a Luxembourg special limited partnership (*société en commandite spéciale*) constituting a Parallel Fund.

[...]

**SLP** Five Arrows Global Technology SLP, a French specialized professional fund formed as a limited partnership (*fonds professionnel spécialisé constitué sous forme d'une société en commandite simple dénommée société de libre partenariat*) governed by Articles L.214-162-1 et seq. of

the French Monetary and Financial Code

**SLP Assets**

includes all Investments held by the SLP (including investments in money market funds and other short-term negotiable investments) valued in accordance with Article 11, plus its receivables, and any cash

[...]

**Staff Fund**

Five Arrows Global Technology Staff SCSp, a Luxembourg special limited partnership (*société en commandite spéciale*) constituting a Parallel Fund

[...]

**Tax Information Provisions**

(i) Sections 1471 through 1474 of the US Code and any agreements entered into pursuant to Section 1471(b)(1) of the US Code and any fiscal or regulatory legislation, rules or practices adopted pursuant to any intergovernmental agreement, treaty or convention among Tax authorities and implementing such Sections of the US Code (“**FATCA**”), (ii) the OECD Standard for Automatic Exchange of Financial Account Information in Tax Matters - Common Reporting Standard (“**CRS**”), (iii) EU Directives 2014/107/EU of 9 December 2014 and 2018/822/EU of 25 May 2018, amending EU Directive 2011/16/EU of 15 February 2011, as regards the mandatory automatic exchange of information in the field of taxation (“**DAC**”), (iv) EU Directive 2017/952/EU of 29 May 2017 amending EU Directive 2016/1164/EU of 12 July 2016 as regards hybrid mismatches (“**ATAD**”) and (v) any current or future related, successor, similar or comparable legislation, rules, agreement or treaty, including in each case, any official interpretation of these texts, any associate guidance and any administrative guideline published regarding these texts

[...]

**Total Commitments**

the aggregate amount of the Commitments of all the Investors.

[...]

**US dollar or \$**

the lawful currency of the United States.

## 2. Creation of the SLP

### 2.1 Name

The SLP will be named “Five Arrows Global Technology SLP”.

In all deeds and documents issued by the SLP and intended for third parties, the name must always be immediately followed by the words “*société de libre partenariat*” or “*SLP*”.

### 2.3 Directory

For information purposes, the corporate bodies and/or service providers of the SLP as at the date of the Agreement are as follows:

Management Company ( <i>société de gestion</i> ):	Five Arrows Managers S.A.S. 23 bis, avenue de Messine 75008, Paris France  AMF approval number: GP-09000002
General Partner ( <i>associé commandité</i> ):	Five Arrows Managers GP S.A.S. 23 bis, avenue de Messine 75008, Paris France
Manager ( <i>gérant</i> ):	Five Arrows Managers S.A.S. 23 bis, avenue de Messine 75008, Paris France

[...]

### 2.4 Corporate purpose (*objet social*)

The SLP is an alternative investment fund within the meaning of Article L. 214-24 of the French Monetary and Financial Code, the purpose of which is to raise capital from a number of Investors and invest it in accordance with the Agreement for the benefit of those Investors and, more generally, subject to the provisions of the Agreement, to carry out any transactions relating directly or indirectly to the SLP’s corporate purpose or likely to facilitate the fulfilment of that purpose, in particular to enter into and implement any agreements and commitments, to exercise any rights attached to its assets, to take out any loans, or to grant or receive any indemnities, representations, personal or property rights, or take legal action.

[...]

## 4. Term

The SLP shall have a term ending ten (10) years from the Final Closing Date (the “**Term**”), except in the event of early dissolution as provided for in Article 26; provided that the Term may be extended by the Management Company for two (2) successive one (1)-year periods and thereafter for two (2) successive one (1)-year periods subject to an Investors’ Ordinary Consent. At the expiry of the Term plus any extension, the SLP will be dissolved and liquidated in accordance with Articles 26 and 27.

[...]

## 7. Transfers of Shares

Transfers of the shares of the SLP may be authorised by the Management Company provided that the following cumulative conditions are fulfilled:

- (a) If the transferee is a Qualified Investor;
- (b) If the transfer does not lead to a violation of a provision of the Agreement or applicable laws, including French laws on transferable securities and federal and state laws of the United States of America relating to mandatory information in the event of a public offer of securities;
- (c) If the transfer does not result in requiring the SLP, the General Partner or the Management Company to register as an "Investment Company" pursuant to the United States Investment Company Act of 1940, as amended;
- (d) If the transfer does not result in the SLP Assets being classified as "plan assets" within the meaning of the "Plan Assets Regulation" and does not constitute a non-exempt prohibited transaction under Section 406 of ERISA, Section 4975 of the US Code or any similar law;
- (e) Unless waived by the Management Company in its sole discretion, if the transfer does not result in the SLP being classified as an association taxable as a corporation for United States federal income Tax purposes or potentially being classified as a publicly traded partnership for United States federal income Tax purposes;
- (f) If the transfer does not result in the creation of a regulatory and/or Tax problem for the SLP, the General Partner and/or the Management Company;
- (g) If the transfer does not result in an individual acting directly, or through an interposed person or trust (*fiducie*) within the meaning of Article 150-0 A of the French Tax Code, owning more than ten per cent (10%) of the shares in the SLP; and
- (h) If the Management Company does not consider that such transfer prejudices the Tax position of the SLP or Management Company, including, but not limited to, any transfer that (i) may result in any Relevant Entity ceasing to comply with FATCA (or any related or similar legislation) or any Tax Information Provisions, or (ii) may change its status for such purposes, and/or (iii) causes the SLP or any other Relevant Entity to cease complying with any requirements needed to prevent or reduce withholding Tax with respect to any payments to be received by or made by the SLP or any other Relevant Entity.

### 7.3 Prior approval

Any transfers of A Shares to any Person shall be subject to the prior written approval of the Management Company.

The Management Company shall have thirty (30) days as of the receipt of the Notification Letter to decide whether it approves or refuses and to notify such decision to the transferor. The Management Company has full discretion in making this decision; it shall not be subject to any restrictions and is not required to justify its decision, it being specified that any approval decision by the Management Company is subject to the conditions mentioned in Article 7.1 being fulfilled in respect of the relevant transfer.

No transfer of shares of the SLP shall be valid unless the transferee has (i) executed such documentation as the Management Company may require to acknowledge the obligations of the transferee under this Agreement, (ii) executed all such other instruments as shall be required by the Management Company to evidence such transferee's agreement to be bound by all provisions of

this Agreement, (iii) executed all other documents reasonably required by the Management Company to effect the admission of the transferee as an Investor and (iv) provided all the information and documentation as the Management Company may require to comply with any anti-money laundering laws and regulations or “know your customer” requirements.

#### *7.6 Transfer of the GP Share*

The General Partner may only (i) transfer the GP Share, and/or all or some of its rights and obligations as managing general partner (*associé gérant commandité*) of the SLP, to an Affiliate of the Management Company, it being specified that, as a result of such transfer, the Management Company’s Affiliate will become the General Partner in the transferor’s place, or (ii) voluntarily withdraw from its duties as general partner (*associé commandité*) of the SLP for replacement by another manager (*gérant*), with an Investors’ Extraordinary Consent.

If the Management Company or any of its Affiliates is no longer the SLP’s portfolio management company (*société de gestion de portefeuille*) and manager (*gérant*), the General Partner must transfer the GP Share, together with the rights and obligations relating to the capacity of general partner (*associé commandité*), to a new management company.

Any transfer of the GP Share must be made official by a transfer agreement, duly signed by the transferor and the transferee. The SLP will be notified thereof in accordance with the provisions of Article 31.1.

[...]

### **13. Investor’s Vote**

Where the Investors’ consent is required, the Management Company shall send each Investor a voting form. The Investors must send their votes to the Management Company in accordance with the conditions indicated by the Management Company.

Failure to respond in accordance with the conditions indicated by the Management Company will be deemed as a vote of the Investor in favour of the proposition made by the Management Company

### **14. Amendment of the Agreement**

14.1 Any proposal to amend the Agreement will be decided at the initiative of the Management Company and the General Partner, which will inform the Depositary thereof beforehand.

Unless stipulated to the contrary in this Agreement, any amendment of the Agreement requires the consent of the Management Company and an Investors’ Ordinary Consent.

14.2 Notwithstanding the provisions of Article 14.1:

- (a) any amendment of the Agreement that requires an Investor to make additional payments to the SLP in excess of its Commitment (excluding any recall of a Temporary Payment or in the context of the application of Article 29) requires the consent of the Management Company and the unanimous consent of the Investors impacted by such amendment;
- (b) any amendment of Article 14.2(a) requires the consent of the Management Company and the unanimous consent of the Investors;
- (c) the Agreement may be amended by the Management Company without the consent of the Investors where the purpose of the amendment is to:
  - (i) change the name of the SLP;

- (ii) change or acknowledge any change of the Depositary, Centraliser or Statutory Auditor or of the corporate name of the Management Company;
- (iii) acknowledge any change of the Depositary fees or Statutory Auditor fees;
- (iv) adapt the rules relating to professional conduct/good practice in the event that the France Invest Code of Good Practice (*Règlement de déontologie des sociétés de gestion de portefeuille intervenant dans le capital investissement*) is amended;
- (v) incorporate any amendment of the law and/or regulations applicable to the SLP, the Management Company and/or its Affiliates and the Depositary;
- (vi) cure any ambiguity, correct or supplement any provision hereof which is incomplete, or inconsistent with any other provisions hereof or correct any error including, but not limited to, printing, stenographic or clerical errors and any omissions, provided that such an amendment does not adversely affect the rights and obligations of the Investors in any material respect;
- (vii) change the valuation methods of the Investments held by the SLP referred to in Article 11 to the extent that such changes result from an amendment or an update of the IPEV Guidelines;
- (viii) allow the formation and operation of any Parallel Funds as may be necessary or appropriate, provided that such amendments do not have a material adverse effect on the rights and obligations of the Existing Investors;
- (ix) incorporate amendments negotiated with Investors provided that (i) the amendments do not adversely affect the rights and obligations of the Investors that have subscribed for shares in the SLP (as determined in good faith by the Management Company) in any material respect and (ii) the amendment is not objected to by FAGT Investors holding twenty per cent (20%) or more of the aggregate of the Total Commitments and all commitments under each Parallel Fund within a period of ten (10) Business Days of notice being given thereof;
- (x) amend SCHEDULE 2.

14.3 Each Investor authorises and empowers the Management Company as its lawful agent and attorney-in-fact to, in its name and on its behalf (but solely in its capacity as an Investor), execute, acknowledge, swear to (and deliver as may be appropriate) and file and record in the appropriate public offices and publish (as may in the reasonable judgment of the Management Company be required by law) any amendments to this Agreement made in accordance with the terms of this Agreement.

14.4 If the Agreement is amended, the Management Company shall provide the Partners, the Depositary, the Statutory Auditor and the AMF with the updated version of the Agreement, indicating the date on which the new provisions of the Agreement become effective.

#### 14.5 Meetings of the Partners

The Management Company may convene meetings of the Partners of the SLP.

In accordance with Article L. 214-162-8, I, 3° of the French Monetary and Financial Code, any decision relating to:

- (a) the amendment of the corporate purpose (*objet social*), as described in Article 2.5;

- (b) the merger (*fusion*), absorption (*absorption*) or spin-off (*scission*) of the SLP;
- (c) the transformation of the SLP's corporate form; and
- (d) the SLP's liquidation

must be adopted by an Investors' Extraordinary Consent, at an Investors' meeting or by written consultation in accordance with Article 14.1, provided that such decision is also approved by the Management Company.

#### 14.6 Vote to amend the Agreement and the Parallel Funds' constitutive documents

Notwithstanding Article 14.1, but subject to the terms of Articles 14.2(a), 14.2(b) and 14.5 and of Article L. 214-162-8 of the French Monetary and Financial Code, where the Management Company reasonably determines that an amendment to the Agreement or a Parallel Fund's constitutive documents requires that equivalent amendments be made to the Agreement and the constitutive documents of each Parallel Fund in order to give effect to such amendment, amending the Agreement and each Parallel Fund's constitutive documents will require a FAGT Investors' Ordinary Consent. Subject to the majority conditions set out in the definition of "FAGT Investors' Ordinary Consent", the voting rules with respect to a FAGT Investors' Ordinary Consent will be similar to those of the Investors' vote under Article 14.

The Investors irrevocably appoint the General Partner, in accordance with the provisions of Article 31.2, in order for the General Partner to vote, in their names and on their behalf within the SLP (in accordance with the provisions of Article 13) in the same way as the FAGT Investors' Ordinary Consent.

[...]

## 16. Management Company

### 16.1 Duties and Powers of the Management Company

The Management Company, acting in its capacity as Manager (*gérant*) of the SLP, manages the SLP in accordance with the policy defined by the SLP and the Investment Policy.

With respect to third parties, the SLP will be validly bound by any act of the Manager, the Management Company, acting in its capacity as Manager (*gérant*), or any other Person to whom authority has been delegated by the Manager or the Management Company.

In this respect, the Management Company has the most extensive powers. In particular, the Management Company has the power:

- (iii) to exercise the rights, including voting rights, attached to the securities or other rights held by the SLP in the Portfolio Funds;

[...]

- (v) to enter into agreements with third parties in connection with the management of the participations held by the SLP, including specified contractual undertakings (*engagements contractuels autres que de livraison*), as well as contractual undertakings granting third parties any right over the SLP Assets and/or the Total Undrawn Commitment, including in rem security interests (*sûretés réelles*), personal guarantees (*sûretés personnelles*) and trust (*fiducie*)

[...]



- (xiii) to carry out all formalities provided for by law, in particular for the purposes of publishing a notice of the SLP's creation (*avis de constitution*) in a legal gazette (*journal d'annonces légales*), as well as any subsequent publications and formalities as relate to the SLP

#### **17. The General Partner**

The General Partner acts as the SLP's general partner (*associé commandité*) and has the power and authority to act in the SLP's name:

- (a) to appoint the SLP's Manager (*gérant*) and the Management Company;
- (b) to sign any deed or document or take any action so that the Management Company may properly manage the SLP pursuant to the Agreement, in particular as pertains to transfers of shares as provided for in Article 7;
- (c) to give its consent to the amendments of the Agreement referred to in Article 14.

#### **19. Statutory Auditor**

The Manager will appoint a Statutory Auditor for six (6) Accounting Periods. Its mandate may be renewed.

[...]

# FIVE ARROWS MANAGERS

Société par actions simplifiée au capital de € 6 000 000

23 bis, avenue de Messine 75008 Paris

509 679 189 RCS Paris

(La « Société »)

## DECISIONS DU DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

EN DATE DU 13 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 13 décembre, à 10 heures, Mireille Klitting, née le 23 octobre 1959 à Bron, Directeur Général Délégué de la Société, elle-même société de gestion et gérant de Five Arrows Global Technology SLP, un fonds professionnel spécialisé sous forme d'une société en commandite simple dénommée société de libre partenariat, dont siège social est sis 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 908 730 542 (ci-après le « **Fonds** »),

Prend, conformément aux dispositions de l'article 21.2 des statuts de la Société en date du 8 juin 2022 (les « **Statuts** »), les décisions de l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la modification des statuts du Fonds (ci-après le « **LPA** ») ;
- Constatation de la modification de l'extrait du LPA du Fonds ; et
- Pouvoirs pour les formalités.

### Première décision

*Approbation et constatation de la modification du LPA du Fonds*

Le Directeur Général Délégué :

**approuve et constate** la modification du LPA du Fonds réalisée conformément à l'article 14 du LPA et étant entré en vigueur en date du 22 septembre 2022.

**Cette décision est adoptée par le Directeur Général Délégué.**

### Deuxième décision

*Approbation et constatation de la modification de l'extrait du LPA du Fonds*

Le Directeur Général Délégué :

**approuve et constate** l'établissement et la signature par Mireille Klitting, en sa qualité de Directrice Générale Déléguée de la Société, d'un nouvel extrait du LPA suite à la modification du LPA du Fonds en date du 22 septembre 2022 réalisée sur le fondement de l'article 14.1 du LPA du Fonds, conformément aux exigences légales en matière de publicité.

**Cette décision est adoptée par le Directeur Général Délégué.**

### Troisième décision

*Pouvoirs pour formalités*

Le Directeur Général Délégué :

**délègue** tous pouvoirs au porteur d'une copie, d'un original ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'effectuer tous dépôt, publications, déclarations, formalités, d'accomplir tout acte et de signer tout  
ACTIVE/120323020.1BB44 135983-326996

document nécessaire à l'accomplissement des formalités de publicité et autres qui se révéleraient nécessaire.

***Cette décision est adoptée par le Directeur Général Délégué.***

Fait à Paris, le 13 décembre 2022.

---

**Five Arrows Managers**

représentée par :

Mireille Klitting

DocuSigned by:  
 Mireille Klitting  
AB568BBAF77044B...

Le Directeur Général Délégué